

CHAPITRE III

**L'adaptation
aux conditions
nouvelles
de la croissance**

Par Michel Fouquin

CHAPITRE III

L'ADAPTATION AUX CONDITIONS NOUVELLES DE LA CROISSANCE

par Michel Fouquin (*)

I - L'INDUSTRIE FACE AU RALENTISSEMENT DES DÉBOUCHÉS

1. Stagnation des gains de productivité relative de 1970 à 1975 en France et au Japon.
2. Sauf au Japon l'industrie défend son prix relatif par rapport au reste de l'économie.
3. Un redressement précoce des marges aux Etats-Unis et en France.
4. Prix relatif à l'exportation : le comportement de l'Allemagne.

II - AMPLEUR ET COMPOSANTES DU PRÉLÈVEMENT EXTÉRIEUR

1. Mesure du prélèvement extérieur.
2. L'Allemagne paie plus de la moitié du prélèvement pétrolier grâce aux gains sur les termes des échanges manufacturés.
3. Un prélèvement record sur le Japon (pétrole) et sur le Royaume-Uni.

III - L'ADAPTATION DES REVENUS APRÈS LE PREMIER CHOC PÉTROLIER

1. En Allemagne, aux Etats-Unis et au Japon, le poids du besoin de financement des entreprises est plus faible en 1975 qu'en 1971.
2. Le déficit public est le plus faible aux Etats-Unis et en France, quatre ans après le choc pétrolier.
3. Au Japon la capacité de financement des ménages reste exceptionnelle.

(*) Avec la collaboration de Véronique Kessler.

Ainsi que les chapitres précédents l'ont montré, les mutations profondes de la demande mondiale dans les industries à localisation libre ont mis à rude épreuve la capacité des économies industrielles à adapter leur appareil de production. Cette nécessaire mutation doit s'effectuer dans des conditions rendues difficiles par deux événements d'importance majeure :

— Les évolutions macroéconomiques à long terme des économies industrialisées marquent une tendance nette à une baisse des taux de profit, des taux d'investissement et de la croissance.

— La hausse brutale du prix relatif des produits pétroliers et de certaines matières premières vient également remettre en cause un schéma de croissance fondé sur le bas prix du pétrole.

L'objet de ce chapitre sera double :

— chercher à mesurer les efforts faits par chacune des cinq grandes économies pour mettre à la disposition du secteur manufacturier les moyens de sa mutation ;

— montrer comment la récession et le prélèvement pétrolier ont modifié la répartition interne des revenus entre agents économiques, afin de déterminer dans ces évolutions celles qui paraissent favorables au rétablissement de la compétitivité de chaque économie.

I - L'industrie face au ralentissement des débouchés

Pour la plupart des économies développées les produits manufacturés représentent plus de 80 % des biens exportés. Le rétablissement de l'équilibre extérieur, à un niveau d'activité jugé acceptable, dépendra donc pour une grande part de la capacité de chacune de ces économies à orienter ses efforts en priorité au profit des secteurs exposés à la concurrence internationale et notamment du secteur manufacturier. Ces efforts doivent permettre d'accélérer les évolutions structurelles nécessaires, et donc contribuer à maintenir la compétitivité globale de ce secteur. En assurant le rééquilibre extérieur ils permettent par ce biais à l'ensemble de l'économie de connaître soit un rythme de croissance plus élevé, soit une valorisation internationale plus grande des facteurs de production de ce pays par l'intermédiaire des réévaluations de parité.

1 - Stagnation des gains de productivité relative de 1970 à 1975 en France et au Japon (cf. tableau 1).

Pour l'ensemble des économies le secteur manufacturier a, sur longue période, des gains moyens de productivité supérieurs à la moyenne des autres secteurs. Au cours des années soixante, le Japon et la France connaissent la plus grande différenciation. Ces deux pays sont aussi ceux qui, à partir de 1969-1970, subissent le plus fortement le ralentissement général des gains de productivité. Cette évolution s'explique en partie par une différence de comportement en matière de régulation de l'emploi. Ainsi que l'ont montré plusieurs études (1), les Etats-Unis et la RFA sont plus rapides à ajuster leur emploi à leur activité que le Japon, le Royaume-Uni et la France.

Le secteur manufacturier étant plus touché par la crise que les autres secteurs, c'est aussi dans ce secteur que le ralentissement des gains de productivité est le plus net. Toutefois, en 1976 et dans une moindre mesure en 1977, alors que le fonds de la récession est passé, c'est encore au Japon et en France que les gains relatifs de productivité sont les plus forts. Ainsi, les effets de cette rétention de l'emploi, s'ils apparaissent négatifs dans un premier temps, semblent pouvoir être compensés sur une période de temps plus longue.

Tableau 1 - Croissance de la productivité relative du secteur manufacturier.

	1960-1970	1970-1975	1975-1977	1960-1977
Etats-Unis	0,5 (1,25/0,1) (1)	0,9	1,3	0,8
France	2,2	0,1	2,8	1,7
Allemagne	0,45	1,0	1,3	0,7
Royaume-Uni (2)	0,6	1,2	0,4	0,7
Japon	3,1	0,4	4,9	2,5

Source : ONU - CHELEM.

(1) Données pour les sous-périodes 1960-1965 et 1965-1970.

(2) Base 1975.

Les taux calculés dans ce tableau résultent du calcul, pour le secteur manufacturier d'une part, pour l'ensemble des secteurs d'autre part, des rapports entre l'évolution de la valeur ajoutée aux prix constants de 1970 et l'évolution de l'emploi, le rapport de ces deux indicateurs constituant l'indicateur de productivité relative (qui n'a pas été corrigé des variations de la durée du travail, du fait que les données pour l'ensemble des secteurs sont difficiles à obtenir pour tous les pays).

(1) Cf. Boyer, Mistral, « Emploi et inflation en 1975 », in : *Revue Economique*, volume XXVIII, n° 1, janvier 1977.

2 - Sauf au Japon, l'industrie défend son prix relatif par rapport au reste de l'économie (cf. tableau 2).

Les gains relatifs de productivité peuvent servir soit à accroître les ressources des secteurs qui les réalisent, soit à transférer le surplus ainsi créé à d'autres partenaires. Dans le cas d'un secteur ouvert à la concurrence internationale, ces transferts peuvent a priori se faire soit au profit de l'exportation, soit à celui des autres secteurs de l'économie, soit des deux.

Au cours de la période 1960-1970 une nette correspondance existe entre les évolutions de prix relatifs et celles des productivités : les pays qui connaissent la plus forte différenciation en matière de productivité sont aussi ceux qui ont la plus forte différenciation de prix (Japon et France). Toutefois, la France et le Japon ont au cours de cette période un comportement sensiblement différent : *alors qu'en France les gains de productivité relative sont répercutés intégralement sur le prix, au Japon les prix baissent sensiblement plus que ne l'auraient laissé prévoir les gains de productivité.* Cette politique des prix japonaise a un but précis (2) de recherche du maximum de compétitivité extérieure : au cours de cette période le Japon effectue une percée spectaculaire sur les marchés internationaux de biens manufacturés (en particulier vers les Etats-Unis) ; on constate que cette politique de différenciation est systématiquement organisée au profit des secteurs sur lesquels le Japon cherche à s'implanter (les prix relatifs de ces biens baissent de 8³/10) et au profit des biens d'équipement qui sont d'abord destinés à l'industrie japonaise avant d'être exportés.

Tableau 2 - Croissance des prix relatifs du secteur manufacturier.

	1960-1970	1970-1975	1975-1977	1960-1977
Etats-Unis	- 1,3 (- 1,4 / - 1,2) (1)	- 1,2	- 0,5	- 1,2
France	- 2,2	- 1,1	- 1,5	- 1,8
Allemagne	- 1,0	- 0,6	- 1,0	- 1,0
Royaume-Uni (2)	- 1,4	- 1,9	+ 2,0	- 1,0
Japon	- 4,7	- 3,1	- 4,4	- 4,4

Source : ONU - CHELEM.

(1) Données pour les sous-périodes 1960-1965 et 1965-1970.

(2) Base 1975.

Ces données sont obtenues en divisant l'indice de prix de la valeur ajoutée manufacturière aux prix d'acquisition par l'indice de prix de la valeur ajoutée totale (marchande et non-marchande).

(2) Cf. *Une économie à la recherche de la spécialisation optimale : Japon 1960-1980*, op. cit.

La différence de comportement de ces deux pays devient encore plus contrastée au cours de la période 1970-1975 : en effet, tandis que leurs gains relatifs de productivité disparaissent presque complètement (cette constatation est valable sur toute cette période, elle n'est pas due à un effondrement particulier en 1975), on observe simultanément une divergence dans leur comportement de prix : *la France réduit sensiblement son effort alors que le Japon continue de pratiquer une très forte différenciation.*

3 - Un redressement précoce des marges aux Etats-Unis et en France (cf. graphique 1).

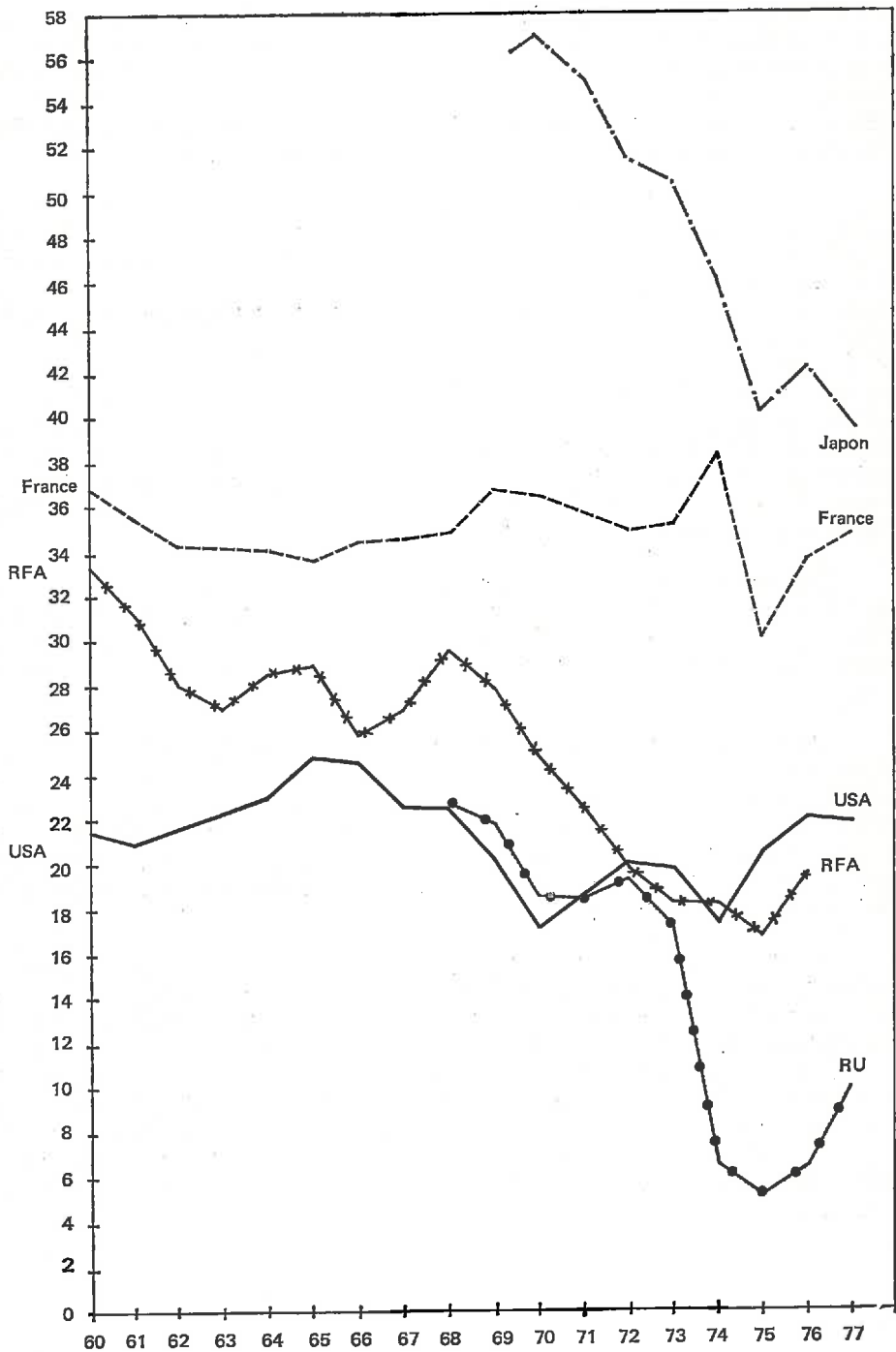
Le résultat de cette divergence se traduit nettement en termes de taux de marge brute (3). *D'un niveau exceptionnel au Japon ce taux chute de 16 points tandis qu'en France il ne baisse que d'un peu plus de 6 points, l'arrêt de cette dégradation en fin de période (1975-1977) provenant essentiellement d'un redressement des gains relatifs de productivité.*

Le bilan d'ensemble n'est pas équivalent pour les deux pays : par sa politique modérée en matière de prix, la France parvient à maintenir un taux de marge élevé tandis que le Japon subit une baisse d'une telle ampleur qu'il paraît difficile d'envisager un rétablissement au niveau de 1970. Toutefois, le ralentissement très net de la croissance au Japon, dans la mesure où il réduit les besoins d'investissement, est cohérent avec cette baisse des ressources des entreprises.

Le Royaume-Uni présente un cas tout à fait singulier : de 1960 à 1970 malgré de faibles gains relatifs de compétitivité, ce pays maintient en matière de prix une certaine différenciation au profit du secteur manufacturier. Après 1970 cette différenciation va s'accroissant sans qu'il y ait corrélativement d'amélioration au niveau de ses gains relatifs de productivité ; on assiste entre 1973 et 1974 à un véritable effondrement du taux de marge brute à partir d'un niveau déjà relativement faible. Cette chute est d'autant plus remarquable qu'elle concerne surtout le secteur manufacturier. Cet effondrement résulte de la conjonction de plusieurs facteurs : la récession commence à toucher le secteur manufacturier en 1974 (-1,7% de croissance en volume), la productivité baisse (-1,2%), tandis que les salaires unitaires réels s'accroissent très fortement (+ 6,5%) : l'année 1974 est une année d'élections. Ainsi la baisse des prix relatifs de ce secteur apparaît-elle avec une tout autre signification que dans le cas japonais. En effet, le Royaume-Uni continue de régresser sur les marchés internationaux et son propre marché lui échappe de plus en plus. En

(3) Ces taux n'ont pas été corrigés de la variation du taux de salarisation car celui-ci varie peu de 1970 à 1977.

Graphique 1 - Evolution du taux de marge brute du secteur manufacturier dans les cinq principales économies.



Source : ONU - CHELEM.

d'autres termes il semble que le Royaume-Uni se révèle, au cours de cette période, incapable de valoriser sa production de biens manufacturés à un niveau permettant d'accroître les salaires réels de manière substantielle ; seule solution, la dévaluation de grande ampleur de la livre sterling permettra en 1975-1977 un rétablissement des prix relatifs intérieurs du secteur manufacturier puis, dans une mesure encore insuffisante, de son taux de marge.

Sans analyser dans le détail la dynamique de *l'économie américaine* on peut tenter de la résumer en quelques traits : de 1960 à 1965 la croissance du secteur manufacturier est tout à fait exceptionnelle, elle s'accompagne de gains assez élevés de productivité relative (+ 1,25% par an en moyenne) et d'une baisse des prix relatifs d'une ampleur comparable (-1,4%) ; au cours de la période suivante les gains de productivité relative se dégradent (+ 0,1%), alors que les prix relatifs continuent de baisser. De 1970 à 1975 on assiste à un certain parallélisme dans l'évolution de ces deux indicateurs (respectivement + 0,9 et -1,2%). Enfin, de 1975 à 1977 l'économie américaine parvient à maintenir les gains de productivité assez élevés tandis que les prix baissent. Ces évolutions relatives coïncident assez bien avec le mouvement du taux de marge brute : croissance de 1960 à 1965, décroissance de 1965 à 1970, stabilisation de 1970 à 1974, et remontée en fin de période.

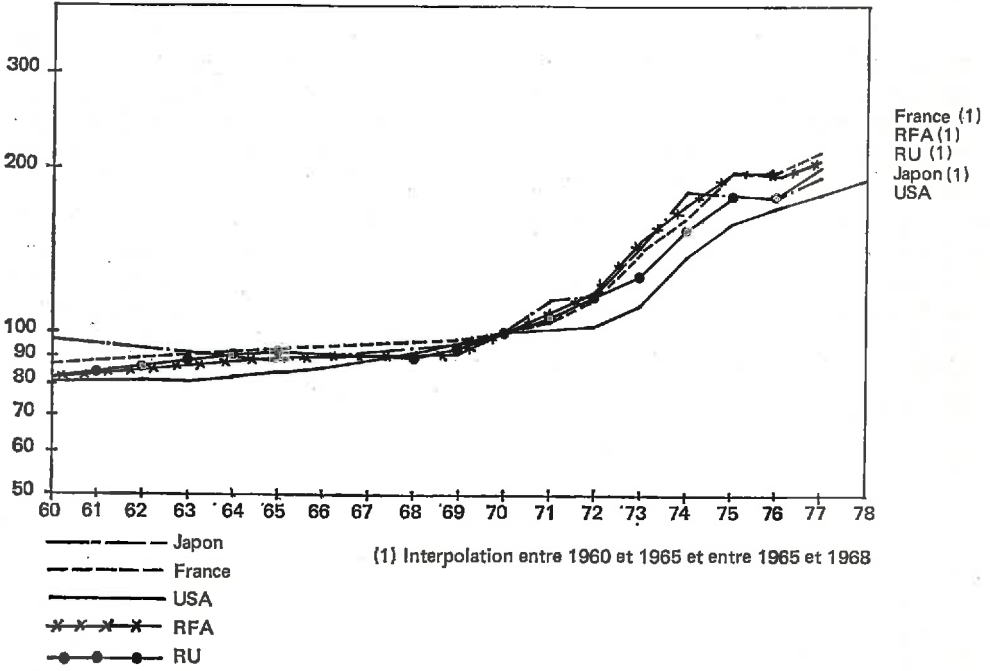
La période de baisse (1965 à 1970) s'est achevée sur une dégradation de l'équilibre extérieur qui a provoqué la dévaluation du dollar en 1971. *La dépréciation du dollar au cours des années 1971 à 1977, ainsi que l'adaptation de l'emploi ont permis de rétablir la situation globale de ce secteur en termes de marge brute.*

L'évolution de *l'Allemagne* présente une certaine originalité : alors que, sur l'ensemble de la période, ses prix relatifs baissent un peu plus vite que ses gains de productivité, on constate que même lorsque le phénomène s'inverse (1970 à 1975) cette évolution ne se traduit pas du tout par une amélioration du taux de marge. Les raisons de cette situation particulière seront analysées dans la partie suivante qui abordera la question des relations entre prix intérieurs et prix extérieurs.

En résumé, on retiendra qu'en ce qui concerne les gains de productivité relative, le fait le plus marquant est la rupture qu'ont connue la France et le Japon de 1969 à 1975 : le maintien d'une politique de différenciation très forte des prix au cours de cette période au Japon rend compte de la forte baisse de son taux de marge. En ce qui concerne les prix il est apparu que le Royaume-Uni avait connu une grave crise de compétitivité de son secteur manufacturier. Les Etats-Unis du fait de la dévaluation et du fait de la rapidité d'adaptation de l'emploi ont réussi à revenir en 1977 à un niveau moyen de leur taux de marge. Enfin, l'Allemagne présente une situation qui ne pourra être expliquée que par la suite.

Graphique 2 - Indices de prix à l'exportation des produits manufacturés en dollars courants

(Base 1970 = 100)



Source : CHELEM.

(1) Interpolation entre 1960 et 1965 et entre 1965 et 1969.

(2) Interpolation entre 1960 et 1965 et entre 1965 et 1968.

4 - Prix relatif à l'exportation : le comportement de l'Allemagne.

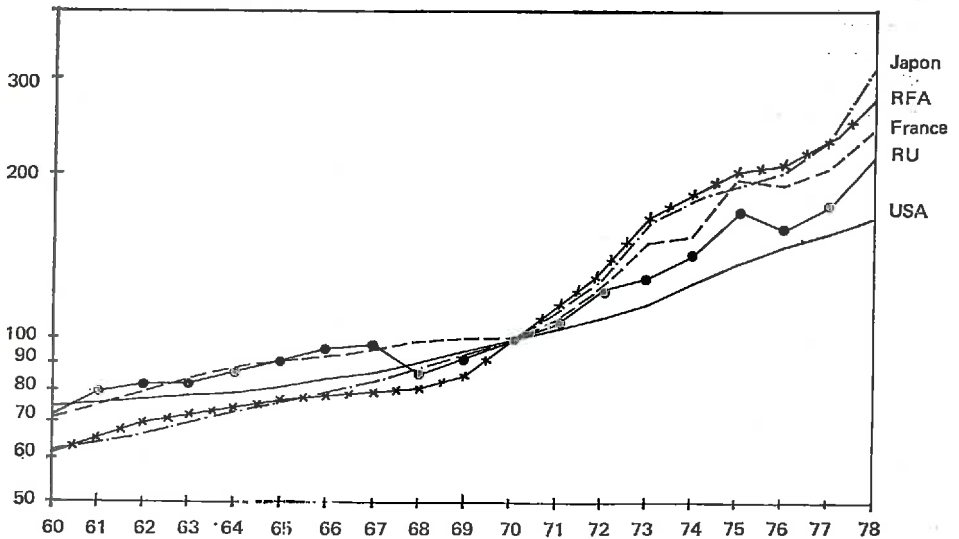
Les très fortes variations de parité monétaire sont fréquemment présentées comme le principal moyen permettant de rétablir ou d'assurer le maintien de l'égalité des conditions de la concurrence. En d'autres termes, les mouvements de parité devraient assurer la parité des coûts de production soit de l'ensemble des économies, soit seulement des secteurs de ces économies dont les biens sont internationalement échangés.

Le graphique 2 montre notamment une tendance assez générale pour l'ensemble de la période 1960-1978 à l'égalisation des prix à l'exportation, que ce soit pour l'ensemble des biens ou seulement pour les biens manufacturés. Seuls les Etats-Unis semblent montrer un comportement quelque peu divergent ; cependant, si l'on avait pris pour année de base 1971 cette divergence apparente disparaîtrait en partie pour la période 1971-1978.

A cette convergence des prix à l'exportation correspond une profonde divergence des évolutions de prix intérieurs exprimés dans une même unité monétaire que ce soit pour les prix du PIB (cf. graphique 3) ou pour les prix du seul secteur manufacturier. Quoique les hiérarchies soient sensiblement modifiées du fait des variations de prix relatifs (cf. tableau 3) globalement on peut donc déduire qu'il y a une tendance générale à l'égalisation des prix d'échanges sans qu'il y ait pour autant égalisation des prix de production.

Graphique 3 - Indices de prix du PIB en dollars courants

(Base 1970 = 100)



Source : CHELEM.

Tableau 3 - Indice de prix des exportations manufacturières rapporté aux prix intérieurs manufacturiers.

	1965	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Etats-Unis	96,6	100,0	99,4	100,5	105,7	115,0	121,1	123,0	123,2
France	89,7	100,0	100,4	95,6	98,0	109,7	104,7	107,3	108,5
Allemagne	112,4	100,0	96,9	94,3	92,8	98,9	100,2	99,5	97,7
Royaume-Uni	92,0	100,0	93,4	94,0	102,1	115,5	106,1	112,3	116,2
Japon	104,8	100,0	108,5	95,1	95,1	115,5	112,3	109,9	108,5

Source : ONU - CHELEM.

De nombreuses études publiées ces dernières années ont montré, quels que soient les indicateurs retenus, qu'il n'y a pas seulement eu un rattrapage des coûts de production américains, mais que dans le cas de l'Allemagne il y a même eu un dépassement très net de ces coûts.

Cette divergence entre les évolutions de prix intérieurs et celle des prix extérieurs, calculés dans une unité commune, peut avoir plusieurs causes dont deux paraissent déterminantes :

— les marges pratiquées à l'exportation peuvent être différentes des marges intérieures ;

— l'échantillon de produits exportés n'est pas le même que celui des produits fabriqués dans le pays.

Dans le cas des Etats-Unis on constate une tendance continue à un accroissement des prix à l'exportation plus rapide que celui des prix intérieurs (cf. tableau 3). Mais tandis que cette tendance se traduisait par une croissance de leurs prix à l'exportation plus rapide que celle de leurs partenaires entre 1965 et 1970, depuis 1971 cet écart de prix tend plutôt à s'inverser du fait, sans doute, des dépréciations successives du dollar. Il semble donc que pour les Etats-Unis le commerce extérieur soit davantage considéré comme une source de profit supplémentaire plutôt que comme un moyen privilégié de développer un solde positif. Ainsi qu'une étude précédente du CEPII l'avait montré (4) la stratégie des firmes américaines dans les secteurs les plus dynamiques de l'économie américaine s'appuie beaucoup plus, jusqu'en 1975, sur une internationalisation de leur production que sur un développement de leurs exportations.

Pour trois autres pays, la France, le Royaume-Uni et le Japon, on peut résumer les évolutions constatées en distinguant trois périodes : de 1970 à 1972 leurs prix à l'exportation ont tendance à croître moins vite que leurs prix intérieurs. En 1973 et 1974 leurs prix à l'exportation font un bond (respectivement

(4) Les Etats-Unis dans le contexte économique international (ronéoté, mars 1977).

de 15, 19,5 et 20,6 points !) par rapport à leurs prix intérieurs. Puis les tendances semblent plus ou moins concorder, sauf pour le Japon où l'on assiste à une certaine dégradation des évolutions des prix à l'exportation par rapport aux prix intérieurs.

Pour l'Allemagne deux périodes doivent être distinguées : *de 1962 à 1973 ses prix à l'exportation croissent moins vite que ses prix intérieurs*, puis à partir de 1973, c'est-à-dire après l'abandon du système de parité fixe, il y a d'abord un rattrapage des prix à l'exportation à la suite duquel *un certain parallélisme s'instaure de 1974 à 1977*.

Au cours de la première période, dans un environnement dynamique, l'Allemagne tend à maintenir et même à accroître ses parts de marchés : alors même que ses gains de productivité ne lui permettent pas de pratiquer des prix réduits, elle choisit de réduire ses marges bénéficiaires à l'exportation (cf. supra). *Le redressement de cette situation à partir de 1974 correspond à une attitude défensive* : la clef du redressement est du côté du ralentissement de la croissance ; cette opération s'était déjà révélée payante en 1967 où elle lui avait permis de réduire considérablement ses importations. Par ailleurs, la forte hausse des prix à l'exportation garantit le redressement du taux de marge brute.

Les autres pays, devant faire face à une ponction extérieure importante et à une baisse des profits dans le secteur manufacturier, ne peuvent que s'aligner sur les prix allemands, afin si possible d'accroître leurs profits à l'exportation, cette situation étant jugée par chacun favorable dans la mesure où elle privilégie le secteur le plus exportateur de leur économie, secteur sur qui repose en fin de compte la capacité de chaque économie à payer la ponction extérieure.

Ainsi le pays dont l'inflation interne est une des plus faibles des pays industrialisés concourt-il à générer les accélérations de l'inflation mondiale en raison de la réévaluation de sa monnaie.

II - Ampleur et composantes du prélèvement extérieur

1 - Mesure du prélèvement extérieur.

Par définition comptable, le produit intérieur brut moins les emplois finals intérieurs est égal au solde des biens et services, soit $PIB - EFI = X - M$.

Par convention on définit le prélèvement extérieur comme la différence entre l'évaluation des exportations et des importations aux prix courants, et leur évaluation aux prix d'une année de base, en déflatant chaque flux par son prix ; le solde à prix constants ainsi obtenu est ensuite revalorisé par l'indice de prix implicite du PIB. L'écart entre les soldes est ensuite rapporté au PIB, soit en définitive :

$$\frac{\text{Ponction extérieure}}{\text{Produit intérieur brut}} = \frac{X - M - (X_q - M_q) P_{PIB}}{PIB}$$

$$= \frac{M_q \left(1 - \frac{P_M}{P_{PIB}} \right) - X_q \left(1 - \frac{P_X}{P_{PIB}} \right)}{PIB_q}$$

X_q et M_q désignent les exportations et les importations du pays considéré aux prix de l'année de base (1970).

P_X et P_M sont les prix à l'exportation et les prix à l'importation. P_{PIB} indice de prix du PIB. De la même manière on peut décomposer le solde de Biens et Services en un solde manufacturé et un solde autres Biens et Services.

Inégalement armées pour affronter les conditions de la concurrence internationale, les économies développées sont par ailleurs inégalement frappées par le prélèvement extérieur résultant de la hausse des prix relatifs de l'énergie.

2 - L'Allemagne paie plus de la moitié du prélèvement pétrolier grâce aux gains sur les termes des échanges manufacturés (cf. tableaux 4 et 5).

Pays dit « structurellement excédentaire » l'Allemagne subit, avec les Etats-Unis, le plus faible prélèvement. Cette situation s'explique notamment par un effet favorable de la structure des prix des exportations manufacturières : les prix des biens d'équipement croissent plus vite que ceux des autres biens manufacturés d'où un effet de termes de l'échange favorable. Par ailleurs le ralentissement de la croissance induit une forte baisse en volume des importations. Enfin, la réévaluation de sa monnaie vient réduire encore le prix de ses importations pétrolières payées en dollars.

Tableau 4 - Prélèvement extérieur. (En pourcentage du PIB.)

	1970	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Etats-Unis	Total biens et services	0,0	-0,3	-0,4	-1,5	-1,0	-1,4
	Manufacturés	0,0	-0,4	-0,7	-0,9	-0,5	-0,5
	Autres biens et services	0,0	+0,1	+0,3	-0,6	-0,5	-1,4
France	Total biens et services	0,0	+0,5	+0,7	-2,2	-1,2	-1,4
	Manufacturés	0,0	+0,5	+0,6	+0,4	+0,9	+1,2
	Autres biens et services	0,0	0,0	+0,1	-2,6	-2,1	-2,6
Allemagne	Total biens et services	0,0	+0,7	-0,4	-1,2	-0,2	-0,7
	Manufacturés	0,0	0,0	+0,2	+1,0	+1,6	+1,9
	Autres biens et services	0,0	+0,7	-0,6	-2,4	-1,8	-2,6
Royaume-Uni	Total biens et services	0,0	+0,3	-1,8	-6,1	-3,9	-4,4
	Manufacturés	0,0	+0,5	-0,6	-0,8	+0,3	+0,4
	Autres biens et services	0,0	-0,2	-1,2	-5,3	-4,2	-4,8
Japon	Total biens et services	0,0	0,0	-0,8	-3,3	-4,1	-5,1
	Manufacturés	0,0	-0,5	0,0	+1,4	+0,2	-0,5
	Autres biens et services	0,0	+0,5	-0,8	-4,7	-4,3	-4,6

Source : CHELEM.

Tableau 5 - Termes de l'échange des produits manufacturés.

Années	Etats-Unis	France	Allemagne	Royaume-Uni	Japon
1965	97,6	104,0	97,0	106,6	101,1
1970	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	95,3	102,5	103,8	102,5	110,3
1972	90,4	105,4	105,1	104,3	107,1
1973	84,3	106,2	108,3	96,6	117,9
1974	81,5	102,7	112,3	95,4	129,8
1975	85,0	108,7	114,9	101,4	120,3
1976	89,9	109,9	116,3	101,0	117,3
1977	90,0	110,2	117,4	103,3	118,4

Source : CHELEM.

Rapport du prix des exportations manufacturières sur le prix des importations manufacturières.

Au contraire des autres économies qui vont tendre à limiter étroitement leurs importations énergétiques à partir d'une situation gravement déficitaire, les *Etats-Unis* sont confrontés à l'épuisement progressif de leurs ressources naturelles. Epuisement qui va les transformer de premier producteur mondial en premier importateur mondial. Le prélèvement extérieur hors produits manufacturés passe de 0,6% du PIB en 1974 à 1,4% en 1977. Par ailleurs, la dépréciation du dollar a un effet négatif non négligeable sur le pouvoir d'achat des exportations manufacturières de 1972 à 1974.

La *France* qui est avec le Japon le pays le plus démuné de ressources énergétiques subit un prélèvement hors produits manufacturés de 2,6% en 1974. Le bon comportement des échanges de biens manufacturés jusqu'en 1977 compense en partie le prélèvement énergétique.

3 - Un prélèvement record sur le Japon (pétrole) et sur le Royaume-Uni.

Le Royaume-Uni, pays dont le secteur manufacturier est en crise profonde, subit l'un des plus forts prélèvements extérieurs. Au prélèvement énergétique s'ajoute en 1973 et 1974 une perte sensible du pouvoir d'achat des exportations manufacturières due aux effets des dévaluations de la livre sterling. En 1976 et 1977 la dégradation du solde des autres biens et services résulte notamment des échanges agricoles.

Enfin, la situation du *Japon* paraît tout à fait particulière : en effet, si l'évolution du prélèvement énergétique n'appelle pas de commentaire particulier, par contre l'évolution du pouvoir d'achat des produits manufacturés japo-

nais mérite quelques explications. L'effet négatif obtenu en fin de période résulte, si l'on néglige l'effet termes de l'échange manufacturier qui n'est que très marginal du fait de la faiblesse des importations japonaises, d'un triple phénomène :

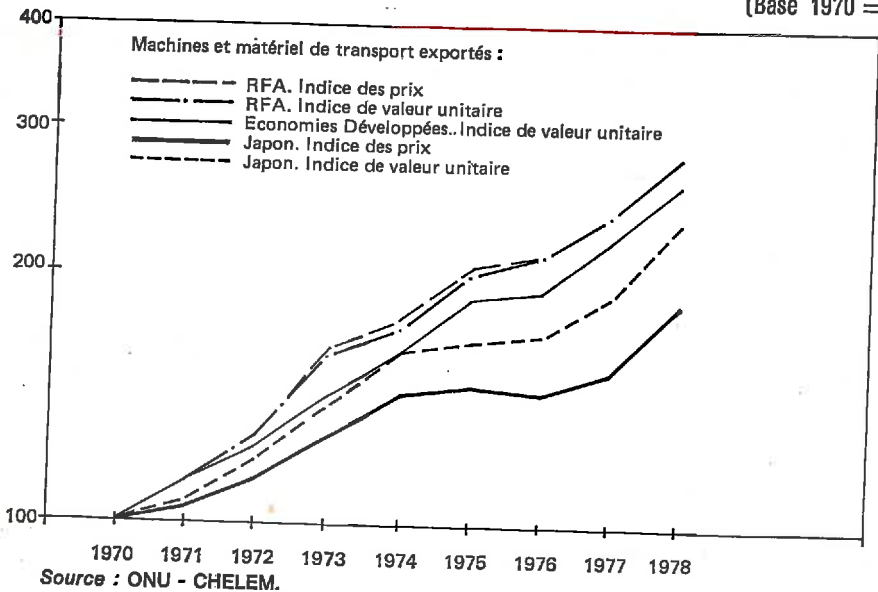
— Un effet de structure tenant à la modification du contenu des exportations japonaises au profit des produits de l'industrie électronique dont les prix baissent.

— Une dégradation des prix relatifs intérieurs des produits manufacturés : en effet, le maintien d'une très forte différenciation des évolutions de prix internes (baisse des prix relatifs du secteur manufacturier) en dépit de la stagnation des gains relatifs de productivité correspond bien à une perte de pouvoir d'achat du secteur manufacturier au profit des autres secteurs.

— En dépit de cette forte baisse des prix relatifs du secteur manufacturier, les prix à l'exportation du Japon ne peuvent pas s'accroître aussi vite que les prix intérieurs du fait de la concurrence internationale. On pourrait certes critiquer la qualité des indices retenus pour le calcul des prix à l'exportation, ces indices n'étant pas de véritables indices de prix mais des indices de valeurs unitaires. En réalité, cette objection ne tient pas. Le Japon calcule de véritables indices de prix à l'exportation qui ne font qu'accroître le phénomène observé (cf. graphique 4 ; on remarquera que dans le cas de l'Allemagne on ne constate pas de fortes divergences entre les deux indicateurs, ce qui peut s'expliquer par une plus grande stabilité structurelle de ses exportations).

Graphique 4 - Comparaison de quelques indicateurs de prix du commerce extérieur.

(Base 1970 = 100)



III - L'adaptation des revenus après le premier choc pétrolier

L'éclatement du système de parité fixe a traduit l'impossibilité de résoudre le problème de l'ajustement des différentes dynamiques nationales entre elles. Se libérant de cette contrainte de parité, les pays ne sont pas libérés pour autant de la contrainte de l'équilibre extérieur global des paiements en moyenne période ; l'envolée des prix d'échanges internationaux débutée en 1968, accélérée de 1973 à 1975, s'est traduite par un alourdissement de la part des échanges extérieurs dans le produit intérieur brut (4 points aux Etats-Unis, 7,5 en RFA, 8 en France, 4 au Japon, 10 au Royaume-Uni).

Cet alourdissement donne la mesure de l'interdépendance grandissante des évolutions économiques des différents partenaires de l'échange.

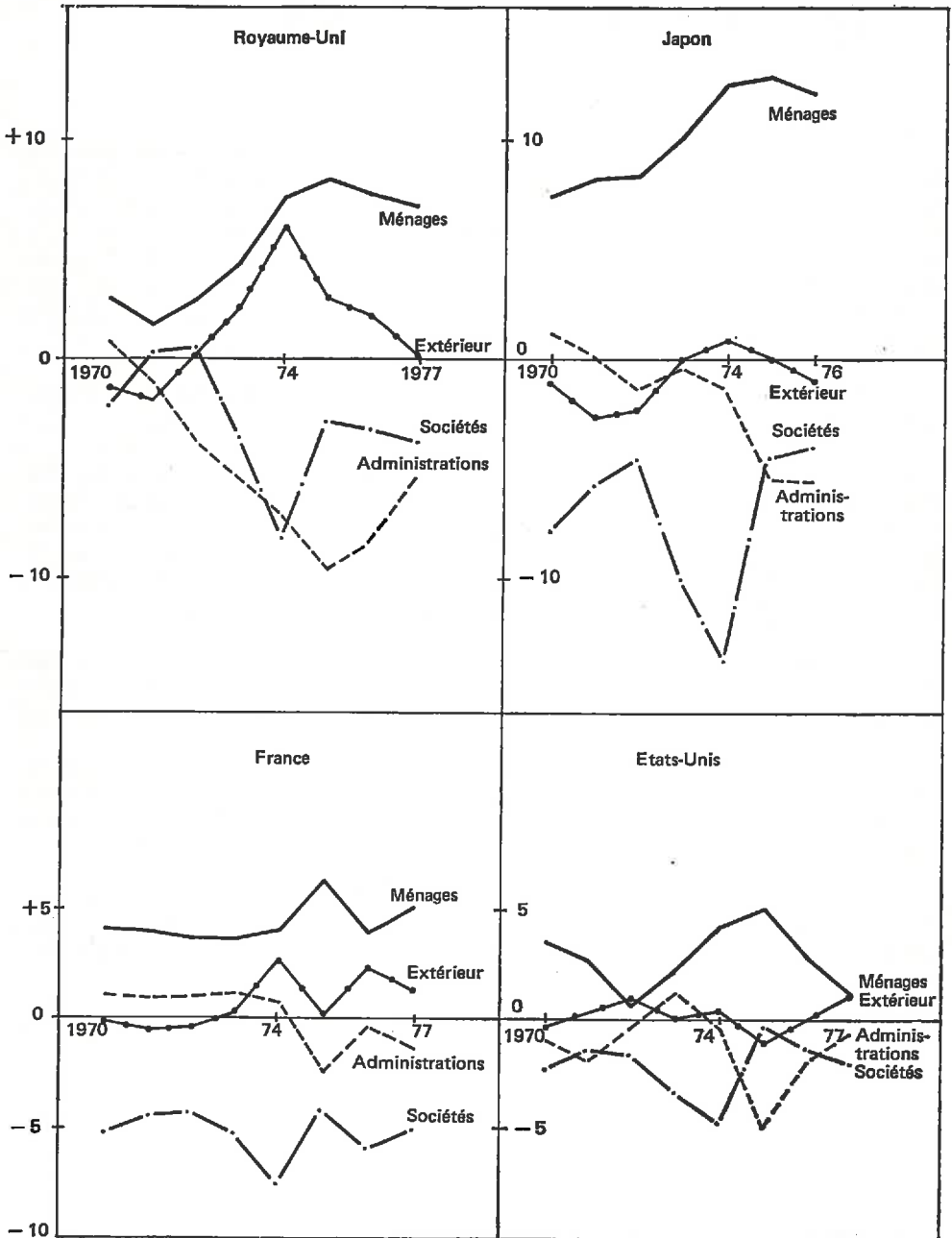
Contrainte globale pour chaque pays, l'équilibre des paiements, ne l'est plus pour les agents économiques pris individuellement : ainsi les sociétés sont-elles généralement empruntrices nettes, tandis que les ménages sont prêteurs nets. Au déficit d'un agent particulier doit correspondre l'excédent d'un autre. De ce point de vue les différentes économies présentent des comportements fortement contrastés.

Autant chaque catégorie d'agent semble indépendante des autres aux Etats-Unis (cf. graphique 5), chacune dégageant de faibles excédents ou de faibles déficits, autant les agents japonais paraissent fortement interdépendants.

Ces caractéristiques nationales contribuent à spécifier les types de réaction de chaque économie face à la crise. A l'aube d'un nouvel alourdissement du prélèvement extérieur il nous a paru particulièrement intéressant de nous concentrer sur la période 1971-1975.

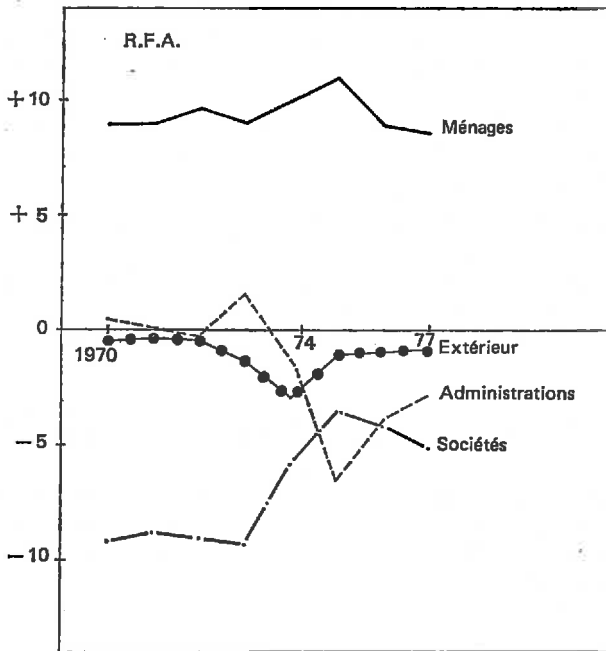
Les modifications de la structure de la répartition des revenus primaires issus de l'ensemble de la production marchande confirment les premiers éléments d'analyse qui avaient été dégagés de l'étude du secteur manufacturier.

Graphique 5 - Evolution des capacités de financement des différents agents.
(En % du PIB marchand courant.)



Source : OCDE - CHELEM.

Graphique 5 (suite) - Evolution des capacités de financement des différents agents.
(En % du PIB marchand courant.)



Source : OCDE - CHELEM.

(*) Pour l'Allemagne, la FBC des entreprises individuelles ne pouvant être distinguée de celle des sociétés, la capacité de financement des sociétés est légèrement sous-estimée, celle des ménages surestimée.

1 - En Allemagne, aux Etats-Unis et au Japon, le poids du besoin de financement des entreprises est plus faible en 1975 qu'en 1971 (cf. tableau 6).

La récession et le prélèvement extérieur réduisent fortement l'excédent net d'exploitation des entreprises (la correction qui pourrait être faite pour tenir compte de la salarisation croissante ne modifierait pas sensiblement pour la période 1971-1975 les résultats obtenus). Les salaires horaires étant relativement rigides à la baisse, l'ajustement au niveau d'activité se porte donc principalement sur l'excédent net d'exploitation. *L'ampleur de cette modification est fonction pour une large part de la capacité de chaque économie à adapter l'emploi aux variations du niveau d'activité.* Les Etats-Unis et la RFA sont les deux pays dans lesquels cette adaptation s'est faite le plus rapidement : tandis que le chômage s'accroissait respectivement de 2,7 et 3,4 points pour ces deux pays, il ne s'accroissait « que de » 0,5 point au Royaume-Uni, de 0,7 point au Japon et de 1,5 point en France.

Cette chute de l'excédent net d'exploitation des entreprises se traduit par une baisse de leur épargne nette qui correspond, avec les dotations aux amortissements, aux ressources propres dont les entreprises disposent pour financer leurs investissements. Face à cette baisse de leurs ressources, les sociétés ont le choix entre un endettement accru ou une baisse de leurs investissements.

Le Japon, qui est le pays qui subit la plus forte baisse de ses ressources de financement, est aussi le pays qui réduit le plus les investissements de ses sociétés parvenant ainsi à plus que compenser la baisse de ses ressources. Traditionnellement on sait que les sociétés japonaises financent largement leurs investissements en faisant appel aux ressources bancaires de leur groupe. La récession générale que subissent les économies développées semble les avoir conduit à une attitude de prudence. Il convient cependant de remarquer que le taux d'investissement des sociétés reste élevé (17% du PIB marchand en 1977).

Les entreprises allemandes au contraire du Japon ont mieux su préserver leurs ressources et, ce qui est étonnant, *malgré cette situation relativement favorable, ce sont elles qui, avec le Japon, ont réduit le plus fortement leurs investissements*, comprimant ainsi très sensiblement leurs besoins de financement.

Le rééquilibrage du compte des entreprises françaises passe d'abord par une nette réduction de la partie distribuée aux ménages. La réduction de l'investissement ne permet que de stabiliser leurs besoins de financement.

Les comptes des entreprises américaines au cours de cette période ne manifestent pas de grands bouleversements.

Enfin, le Royaume-Uni présente la particularité remarquable d'être à la fois une des économies où les profits ont le plus baissé et celle où l'investissement a été le moins réduit. Il est vrai que le bas niveau de son taux d'investissement rend une réduction de son montant plus difficile.

Tableau 6 - Compte des sociétés. Variation en % du PIB courant marchand entre 1971 et 1975.

	Japon	France	Allemagne	Royaume-Uni	Etats-Unis
RESSOURCES					
• Excédent net d'exploitation	- 7,3	- 4,2	- 2,5	- 5,9	- 1,0
• Intérêt de la dette	0,5	0,4	0,5	0,7	0,4
• Ajustements sur stocks	3,1	0,0	0,0	0,2	0,4
• Solde extérieur	0,1	- 0,7	0,1	- 0,6	- 0,2
Σ	- 3,6	- 4,5	- 1,9	- 5,6	- 1,2
EMPLOIS					
• Revenus et intérêts distribués aux ménages	0,5	- 1,6	0,9	- 0,6	- 0,3
• Impôts sur les bénéfices et autres prélèvements	- 0,4	0,2	- 0,3	- 0,8	- 0,1
Σ	- 0,1	- 1,4	0,6	- 1,4	- 0,4
SOLDE	- 3,8	- 3,1	- 2,5	- 4,2	- 0,8
COMPTE DE CAPITAL					
RESSOURCES					
• Epargne nette	- 3,8	- 3,1	- 2,5	- 4,2	- 0,8
• Amortissements	- 1,5	0,7	1,3	1,1	1,0
• Solde extérieur	0,0	0,2	0,3	- 0,6	0,0
Σ	- 5,3	- 2,2	- 0,9	- 3,7	0,2
EMPLOIS					
• FBC des sociétés	- 6,6	- 2,5	- 6,2 (*)	- 0,7	- 1,3
SOLDE					
• Capacité de financement des sociétés	1,3	0,3	5,3	- 3,0	1,5

Source : OCDE - CHELEM.

(*) Pour l'Allemagne, la FBC des sociétés comprend également la FBC des entreprises individuelles, ce qui conduit à sous-estimer la capacité de financement des sociétés et à surestimer celle des ménages.

2 - Le déficit public est le plus faible aux Etats-Unis et en France, quatre ans après le choc pétrolier (cf. tableau 7).

En période de récession, le rôle économique de l'Administration est double : d'une part elle voit ses charges s'accroître considérablement notamment du fait de l'apparition d'un chômage important, d'autre part elle se doit d'éviter une récession trop forte.

En pourcentage du PIB marchand, les recettes (fiscales et autres) des administrations en provenance des entreprises sont en régression sensible au cours de la période 71-75 dans tous les pays à l'exception de la France. Ceci s'explique essentiellement par la baisse du résultat net d'exploitation des entreprises qui entraîne une baisse de rendement de l'impôt sur les sociétés. Cela ne signifie donc pas nécessairement que la ponction publique sur les entreprises s'allège (si on mesure cette ponction par le rapport de la part des revenus versés à l'Administration par les entreprises aux profits nets, son intensité diminue un peu entre 70 et 76 en RFA et au Royaume-Uni).

Par contre, les recettes des administrations en provenance des ménages s'accroissent plus que proportionnellement (et plus particulièrement évidemment en RFA et au Royaume-Uni), de telle sorte que les recettes globales de l'Administration parviennent à augmenter en pourcentage du PIB assez sensiblement dans la plupart des pays à l'exception du Japon.

Au niveau des dépenses courantes des administrations, le fait marquant est *l'augmentation des prestations sociales dans tous les pays*, les autres emplois évoluant de façon plus différenciée d'un pays à l'autre. Cette forte augmentation des prestations sociales conduit partout à un accroissement plus rapide des dépenses que des recettes, et donc à une forte dégradation du compte des administrations au cours de la période qui fait apparaître, à l'évidence, le rôle régulateur de l'Administration en période de crise.

Deux pays se démarquent : l'Allemagne et le Royaume-Uni. En Allemagne, *l'accroissement des dépenses publiques courantes représente presque le double de celui enregistré au Japon, en France et aux USA*. Ainsi à la prudence, semble-t-il excessive, des entreprises allemandes, correspond un engagement considérable de l'Administration qui se manifeste avec vigueur à deux niveaux : les *prestations sociales* qui sont en partie le pendant de la politique de régulation de l'emploi, les *dépenses de biens et services* qui représentent l'aspect le plus volontariste de l'action de cet agent.

Quant au Royaume-Uni, *le facteur principal d'accroissement est la hausse du traitement des fonctionnaires* provoquée par les très fortes hausses de salaires qu'a connu le Royaume-Uni ; joint à l'accroissement des charges sociales *la hausse des dépenses paraît avoir été plus subie que voulue*.

Les dépenses d'investissements des administrations variant peu, l'accroissement plus rapide de leurs dépenses que de leurs recettes vient directement

Tableau 7 - Compte des administrations. Variation en % du PIB courant marchand entre 1971 et 1975.

	Japon	France	Allemagne	Royaume-Uni	Etats-Unis
RESSOURCES					
• Impôts indirects nets	- 1,2	- 1,3	- 0,5	- 3,7	- 0,6
• Impôts sur les sociétés et recettes non fiscales versés par les sociétés	- 0,4	0,2	- 0,3	- 0,8	- 0,1
• Impôts directs et recettes non fiscales versés par les ménages	1,8	3,5	4,6	6,0	1,5
• Solde extérieur	0,0	0,2	- 0,4	0,0	0,3
Σ	0,2	2,6	3,4	1,5	1,1
EMPLOIS					
• Consommation publique	- 1,1	0,2	2,3	1,9	0,5
• Intérêt de la dette publique	0,4	0,4	0,4	0,6	0,3
• Rémunération des fonctionnaires	+ 2,5	1,1	2,5	3,8	0,0
• Prestations sociales	+ 3,4	4,0	5,1	2,5	3,4
Σ	5,2	5,7	10,3	8,8	4,2
SOLDE	- 5,0	- 3,1	- 6,9	- 7,3	- 3,1
COMPTE DE CAPITAL					
RESSOURCES					
• Epargne nette	- 5,0	- 3,1	- 6,9	- 7,3	- 3,1
• Amortissements	- 0,1	0,1	0,0	0,9	0,2
• Extérieur	0,0	- 0,2	0,0	0,2	- 0,2
Σ	- 5,1	- 3,2	- 6,9	- 6,2	- 3,1
EMPLOIS					
• FBC des administrations	0,5	0,2	- 0,4	1,8	- 0,1
• Capacité de financement des administrations	- 5,6	- 3,4	- 6,5	- 8,0	- 3,0

Source : OCDE - CHELEM.

gonfler leur besoin de financement. Si l'on se reporte aux graphiques, il apparaît que dans tous les pays, le besoin de financement s'accroît gravement au cours des années 74 et 75. Au Royaume-Uni ce besoin de financement qui n'a cessé de s'accroître de 1971 à 1975 atteint un niveau record de — 10% du PIB (cf. tableau 5).

Un autre phénomène se dégage des graphiques : on constate que *dans tous les pays, entre 1974 et 1975, les administrations semblent prendre le relais des entreprises : alors que les entreprises semblent vouloir réduire leurs besoins de financement au niveau d'avant la crise, l'Administration au contraire aggrave son endettement.*

3 - Au Japon, la capacité de financement des ménages reste exceptionnelle.

La crise déforme également passablement la structure des revenus des ménages (cf. tableau 8) : dans tous les pays les ménages voient leur part dans les revenus primaires fortement augmenter, les ménages américains profitant cependant moins de ce mouvement que ceux des autres pays. Cette amélioration, résultat des évolutions déjà retracées dans les comptes précédents, passe par :

- une baisse de la part des revenus non-salariaux dans tous les pays ;
- une forte hausse de la part des prestations sociales.

Les facteurs de hausse des ressources l'emportent donc largement et entraînent une hausse des revenus disponibles bruts des ménages. Cet accroissement est utilisé de plusieurs manières :

En premier lieu, si les ménages bénéficient d'un accroissement de ressources ΔR en provenance du secteur public relativement important, en retour l'accroissement de la ponction publique vient amputer ce ΔR de façon très différenciée : de 30% au Japon, de 41% aux Etats-Unis, de 60% en RFA, de 66% en France et de 95% au Royaume-Uni. En d'autres termes, la part de l'accroissement de ressources totales qui reste à la disposition des ménages pour consommer d'une part et épargner de l'autre varie considérablement.

A ce second stade, de nouvelles différences apparaissent. *Aux Etats-Unis, l'accroissement de ressources restant disponible après le prélèvement de l'Etat est plus qu'intégralement consommé* de telle sorte qu'une très légère diminution de la part de l'épargne nette dans le PIB apparaît. Néanmoins, une diminution de la part de la FBC des ménages permet d'améliorer de 2,2% entre 1972 et 1975 la capacité de financement des ménages. Cette amélioration suffit presque à financer l'endettement des entreprises et des administrations américaines dont les comptes n'ont pas été trop bouleversés au cours de cette période. On constate même que l'endettement extérieur en 1974 est plus faible qu'en 1972.

Tableau 8 - Compte des ménages. Variation en % du PIB courant marchand entre 1971 et 1975.

	Japon	France	Allemagne	Royaume-Uni	Etats-Unis
RESSOURCES					
• Rémunération salariale	9,7	4,3	1,6	7,0	— 0,2
• Revenus et intérêts de la propriété ..	0,5	— 1,6	0,9	— 0,5	— 0,3
• Rémunérations des fonctionnaires	2,5	1,1	2,5	3,8	0,0
• Prestations sociales	3,4	4,0	5,1	2,5	3,4
• Solde extérieur	0,0	0,0	0,0	— 0,2	— 0,1
Σ	9,5	7,8	10,1	12,6	2,8
EMPLOIS					
• Consommation privée	2,9	2,3	3,3	1,8	1,5
• Impôts directs et autres	1,7	3,4	4,6	6,0	1,4
Σ	4,6	5,7	7,9	7,8	2,9
SOLDE	4,9	2,1	2,2	4,8	— 0,1
COMPTE DE CAPITAL					
RESSOURCES					
• Epargne nette	4,9	2,1	2,2	4,8	— 0,1
• Amortissements	0,2	0,2	0,0	0,6	0,4
• Extérieur	0,0	0,0	— 0,3	0,4	0,1
Σ	5,1	2,3	1,9	5,8	0,4
EMPLOIS					
• FBC des ménages	0,6	0,1	0,0 (*)	— 0,8	— 1,8
• Capacité de financement des ménages	4,5	2,2	1,9	6,6	2,2

Source : OCDE - CHELEM.

(*) Voir note du tableau 6.

En RFA et en France, les ménages consomment un peu plus de la moitié de l'accroissement de ressources restant disponible après le prélèvement public. Ceci leur permet d'augmenter la part de leur épargne nette entre 1971 et 1975. Comme par ailleurs ils ne modifient pas la part de leur FBC, ils parviennent à augmenter leur capacité de financement. Cependant, alors qu'en France cet effort des ménages reste insuffisant (et intervient trop tard) relativement à l'important endettement des sociétés, l'année 1974 voyant apparaître un endettement extérieur substantiel, en Allemagne, l'effort et la prudence conjugués des entreprises et des ménages permet de dégager une capacité globale de financement, même au plus fort de la crise.

Au Japon et au Royaume-Uni les ménages ne consomment qu'une faible part de leur accroissement de ressources : les ménages japonais guère plus d'un tiers du supplément de ressources disponibles, les ménages britanniques se contentant d'un quart. L'épargne nette ainsi dégagée s'accroît respectivement de 4,9 et de 4,8 % du PIB entre 1971 et 1975. En outre, la variation de la FBC, légèrement positive au Japon mais négative au Royaume-Uni permet dans les deux pays un important accroissement de la capacité de financement des ménages. Cette concordance des comportements japonais et britanniques au cours de la période analysée ne doit cependant pas être trompeuse : en termes de niveaux, il existe une opposition marquée de financement ; alors que la capacité de financement des ménages japonais était très importante en 1970, celle des ménages britanniques était particulièrement faible.

*
**

Pour résumer en quelques grands traits les analyses précédentes on pourrait dire que :

— Aux *Etats-Unis*, économie caractérisée par des comportements fortement individualistes (chaque catégorie d'agent s'efforçant de maintenir globalement son besoin ou sa capacité de financement aussi bas que possible), l'adaptation aux fluctuations même de grande ampleur semble être plus aisée qu'ailleurs : les salaires, l'emploi et les niveaux de production réagissent très rapidement assurant ainsi le rééquilibrage rapide des comptes des agents. Cette adaptation aux cycles n'est pas nécessairement synonyme de bonne adaptation en termes de structure de spécialisation.

— Le comportement de l'*Allemagne* semble marqué profondément du sceau de la *prudence de ses entreprises* : profitant des positions acquises sur les marchés internationaux elles réduisent nettement leurs investissements et renforcent ainsi les pressions à la hausse du mark, hausses qui à leur tour viennent accroître les coûts comparés de la RFA et réduire les perspectives de croissance en volume des exportations.

— *La rigidité de l'économie britannique* et en particulier le blocage des rapports entre partenaires sociaux la rend particulièrement peu apte à affronter les mutations de l'économie mondiale et les heurts provoqués par les crises d'origine extérieure.

— Le Japon, après avoir connu des années d'expansion exceptionnelle, est contraint, du fait de l'importance du prélèvement énergétique et du ralentissement mondial de l'activité économique, de réduire sensiblement sa croissance. Celle-ci demeure cependant la plus élevée de tous les pays industrialisés.

— La France enfin, a maintenu plus longtemps sa croissance à un rythme élevé, au prix même d'un déficit extérieur important en 1976.

